

Du Forum social européen à l'Altersummit À la recherche du mouvement social européen

PIERRE KHALFA,
co-président de la
Fondation Copernic

1. La Charte des droits fondamentaux adoptée en 2001 (Sommet de Nice) ne vient pas démentir cette analyse. Le traité de Lisbonne l'a rendue contraignante. Non seulement les droits qu'elle reconnaît sont de faible portée, mais surtout elle ne crée aucun droit social européen puisque la mise en oeuvre est renvoyée aux « pratiques et législations nationales ».

2. Il s'agit, fin 2007, des arrêts Viking, Laval-Vaxholm confirmés en avril 2008 par l'arrêt Ruffert, puis en juin 2008 par un arrêt concernant le Luxembourg. Ces arrêts consacrent la prédominance du droit du commerce européen sur le droit du travail national et rendent officiel le traitement inégalitaire entre les salariés d'un État membre et les salariés détachés d'un autre État membre. Voir à ce sujet l'article d'Antoine Vauchez dans ce numéro, ainsi que : Marc Mangenot, « Des arrêts de la Cour de Justice des communautés européennes contre l'Europe social », *Savoir/agir*, n°6, décembre 2008.

l'a cte unique de 1986 marque un tournant dans l'histoire de la construction européenne. Complété par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, il transforme l'Union européenne en un espace privilégié de promotion des politiques néolibérales : politique industrielle déterminée par l'application du droit de la concurrence, gestion de la monnaie sortie du champ de la décision politique, concurrence fiscale entre les États, services publics remis en cause au nom de la concurrence, démantèlement progressif des mécanismes régulateurs des marchés agricoles, *dumping* social, budget européen réduit à la portion congrue, etc. Le droit de la concurrence, inscrit au cœur des traités, devient le droit à partir duquel les élites néolibérales, hégémoniques au sein des institutions nationales et européennes, façonnent l'Union. C'est un droit normatif, véritable droit « constitutionnel » avant la lettre qui réduit la plupart du temps les autres textes européens à des déclarations d'intention sans grande portée pratique¹.

L'élargissement non maîtrisé de 2004 a aggravé encore la tendance ancienne de l'Union à se transformer en simple zone de libre-échange. Du fait du refus de mener de réelles politiques publiques européennes, et notamment d'augmenter de façon significative le budget européen en faveur des nouveaux entrants, le développement de ceux-ci est laissé, pour l'essentiel, aux mains de la politique de la concurrence. La concurrence entre les États et entre les systèmes sociaux et fiscaux est érigée en règle, légitimée par les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne². L'explosion de la crise financière, la récession qui s'en est suivie et les politiques d'austérité ont encore aggravé le cours néolibéral de l'Union.

Le mouvement altermondialiste, apparu sur la scène politique internationale lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle à la

fin de l'année 1999, a été porteur de grands espoirs. Il semblait ouvrir une période nouvelle marquée par la présence politique à l'échelle mondiale d'un mouvement qui n'hésite pas à s'en prendre aux fondements mêmes du capitalisme néolibéral. Dans la foulée du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre se tenait à Florence en novembre 2002 le premier Forum social européen (FSE) marqué par une très forte affluence, près de 60 000 participants, et conclu par une manifestation monstre de plusieurs centaines de milliers de personnes. Le FSE allait permettre de lancer un appel à la mobilisation contre la guerre qui, repris par le FSM, allait aboutir à la journée mondiale du 15 février 2003, mettant dans la rue des millions des personnes.

Le cadre semblait trouvé pour pouvoir construire des résistances aux politiques néolibérales en Europe et faire exister un mouvement social européen. La suite allait montrer que cet espoir était vain.

Les impasses du FSE

Pour le comprendre, il faut d'abord revenir sur les caractéristiques du FSE et plus largement des Forums sociaux. Le texte de référence sur la question est la Charte des principes de Porto Alegre. Selon cette dernière (dans son point 1), le Forum social mondial est « *un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.* »

Deux conclusions s'imposent donc immédiatement. La première est que le Forum social se tient sur une base politique qui, pour être large, n'en est pas moins précise : opposition au néolibéralisme, à la domination du monde par le capital, à toute forme d'impérialisme. La seconde est que, dans ce cadre, le Forum social doit remplir trois fonctions : débat d'idées, formulations de propositions alternatives qui « *s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste, commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêt* » (point 4), articulation en vue d'actions efficaces.

Mais le même texte précise que « *Les rencontres du Forum social mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que*

Forum social mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants » (point 6). Comment donc permettre une « articulation en vue d'actions efficaces » et dans le même temps interdire toute prise de décision du Forum, même si la Charte de Porto Alegre laissait toute latitude aux organisations participantes de décider des actions qu'elles jugeraient nécessaires ? Le FSE n'allait pas réussir à dépasser cette contradiction.

Car, et c'est la grande différence avec le FSM, le FSE est confronté à une institution particulière, l'Union européenne, dont les décisions déterminent largement la vie quotidienne de ses habitants. Le mouvement altermondialiste est donc obligé de se confronter à cette réalité et cela implique qu'il avance des propositions précises et construise des mobilisations permettant de remettre en cause la construction néolibérale de l'Europe. L'utilité du FSE sur la durée allait se juger à cette capacité. Pour essayer de résoudre ce problème, une Assemblée des mouvements sociaux, organisée à la fin du FSE par les forces qui le souhaitaient, devait permettre d'acter et de mutualiser des échéances de mobilisations et des décisions issues des débats du Forum.

Mais cette assemblée a été immédiatement très contestée comme non représentative par un certain nombre d'organisations participantes et sa place dans le FSE a été l'objet de longs débats à la limite de la métaphysique : l'Assemblée des mouvements sociaux fait-elle partie du FSE ou du « processus du FSE » ? ; doit-elle être indiquée dans le programme officiel du FSE, et de quelle manière, ou faire l'objet d'une annonce séparée ? ; sa déclaration finale est-elle un document du FSE ?

En fait, trois courants étaient profondément hostiles, pour des raisons différentes, au fait que le FSE puisse se doter d'une instance permettant des prises de décisions. D'une part, ceux qui, au nom de la Charte de Porto Alegre, privilégiaient le fait que le FSE devait être un espace de débats. Il s'agit, par exemple, de l'Associazione di promozione sociale (ARCI) en Italie ou du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) en France et plus largement des ONG qui ont progressivement rejoint le processus du Forum. Pour eux, le Forum européen devait simplement être un décalque du Forum mondial. Ils refusaient donc de centrer ses activités sur l'Europe. D'autre part, il y avait la Confédération européenne des syndicats (CES) et certaines de ses organisations membres participant

au FSE. La CES voyait d'un mauvais œil s'affirmer une critique radicale de l'Union européenne car, contrairement à de nombreux autres participants, elle soutenait le Traité constitutionnel européen (TCE) et l'émergence d'un mouvement social européen aurait pu contrarier sa volonté de devenir le partenaire social de la Commission. Enfin, des forces de l'« ultragauche » refusaient souvent tout travail en commun au niveau européen avec des organisations avec lesquelles elles étaient en désaccord au niveau national.

La conjonction de l'action de ces trois courants a réussi largement à empêcher le FSE à susciter des mobilisations ou des propositions communes. Cela a été d'autant plus facile qu'il est objectivement malaisé de définir des priorités d'action sur des points faisant consensus. En effet, chaque mouvement a ses propres priorités, qu'il considère comme plus importantes que celles des autres et n'est pas prêt à les relativiser pour s'engager dans des actions communes. De ce point de vue, le Forum a été victime de son succès. Plus il s'élargissait à de nouveaux mouvements, plus il devenait difficile de dépasser le côté « rencontre de débats » pour aller vers une stratégie commune. Il n'a pas été capable de sortir du dilemme : respecter la diversité des participants au risque de la paralysie ou passer outre pour des raisons d'efficacité au risque de l'éclatement. L'Assemblée des mouvements sociaux s'est donc contentée d'adopter des déclarations très générales, sans portée pratique, et de recenser l'agenda de toutes les mobilisations prévues.

Le FSE, comme tous les forums sociaux, agglomérât des organisations et mouvements ayant des terrains d'intervention éclatés, des histoires et des orientations politiques différentes. Cette hétérogénéité, loin d'être une faiblesse, était au contraire une force. Elle a permis au mouvement altermondialiste d'occuper un large espace politique et d'être présent sur de nombreux terrains de mobilisation sociale. Mais elle reposait sur un pari : le débat et la confrontation d'idées dans le cadre des forums allaient permettre de dépasser les divergences et de construire des stratégies communes. Si les forums ont bien permis de créer une culture politique nouvelle basée sur la prise de décision au consensus et sur le fonctionnement en réseau, il a été impossible d'en surmonter la diversité pour arriver à élaborer des propositions alternatives communes et des mobilisations capables de peser sur la situation en Europe³.

Le FSE a donc progressivement déperî. Incapable d'être le cadre au sein duquel pouvaient se décider des mobilisations

3. Deux exceptions, la journée de mobilisation du 15 février 2003 contre la guerre et la campagne réussie contre la directive Bolkestein en 2006. Il est d'ailleurs significatif que cette campagne ait été menée de façon parallèle, sur des mots d'ordre et avec des initiatives différentes par la CES d'une part, les mouvements sociaux et certains partis politiques d'autre part.

européennes, il était d'une utilité d'autant plus réduite que, les attaques des gouvernements se multipliant, la tendance naturelle des organisations participantes a été de se concentrer sur le terrain national. La lourdeur du processus de préparation avec une multiplicité de réunions se tenant dans de nombreuses villes d'Europe et des discussions interminables sur la « méthodologie », le coût financier important, le caractère répétitif des forums ne débouchant sur aucune décision concrète, ne pouvaient durer plus longtemps et ont eu raison de lui. Le FSE d'Istanbul en juillet 2010 a été le dernier. Mais entretemps, un nouveau processus a vu le jour pour tenter de dépasser les impasses du FSE : la *Joint Social Conference* (JSC)⁴.

La JSC et ses limites

Voici comment la JSC se présente: « À l'issue du Forum Social Européen de Malmö⁵, une vingtaine de syndicats européens et de mouvements sociaux ont, en discussion avec la CES, décidé de lancer un processus de discussion conjoint. L'objectif était, à moyen terme, de pouvoir rassembler chaque année, avant le Spring Summit⁶ lors duquel les dirigeants de l'UE annoncent leurs priorités socio-économiques, une large plate-forme de syndicats européens et nationaux, et de mouvements altermondialistes, qui puissent, sur base d'un travail commun approfondi, exprimer notre propre agenda, nos priorités politiques, et nos perspectives de mobilisation⁷. »

D'emblée donc la JSC se place là où le FSE a échoué. Il s'agit de faire un travail commun approfondi pour décider de priorités politiques et de mobilisations. Pour cela, la méthode employée rompt avec celle du FSE. Ce dernier se voulait un processus ouvert avec la volonté d'agglomérer le plus d'organisations possible. Son élargissement était censé mesurer son succès politique. Au contraire, la JSC se veut un processus dont l'élargissement est étroitement contrôlé.

Un comité d'initiative comprenant les fondateurs a été mis en place. L'élargissement se fait par cooptation. C'est ce comité qui dirige le processus. En France, ATTAC, la CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires en font partie, avec, aujourd'hui, une quarantaine d'organisations. La CES est présente, dans une position d'expectative ambiguë. D'une part, elle accepte de couvrir de son autorité un processus auquel ne participe qu'une partie du mouvement syndical européen, avec des mouvements plus radicaux qu'elle ne l'est. D'autre part, elle affirme régulièrement que ce processus est

4. L'initiative en revient à Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la Confédération nationale des employés (CNE) affiliée à la Confédération syndicale chrétienne (CSC) belge, qui en est l'infatigable animateur.

5. Le FSE de Malmö se tient en septembre 2008 au moment de l'explosion de la crise financière. Il est hautement significatif qu'il n'en sortira rien. Cette impuissance a été à la racine de la création de la JSC.

6. C'est en 2001 que l'habitude a été prise dans l'Union européenne d'organiser au mois de mars de chaque année un sommet (Conseil européen) dit de printemps exclusivement consacré à la situation économique et sociale.

7. <http://www.jointsocialconference.eu/>
Qui-sommes-nous

autonome et qu'elle ne se sent pas engagée par les décisions qui pourraient être prises. De fait, la CES est assez peu intervenue dans le processus⁸. De même, la participation des organisations membres de la CES a été plutôt aléatoire à l'exception notable des syndicats belges.

Quel bilan tirer de la JSC ? Elle a tenu deux « conférences de printemps » en mars 2011 et mars 2012, regroupant environ 200 participants avec des débats de bonne tenue (même si le reproche lui a été fait d'avoir omis la dimension de genre dans les thèmes des débats comme parmi les intervenants). Elle a été capable de produire des textes d'analyse de qualité sur des sujets tels que la dette, la politique monétaire, les salaires et la compétitivité... Les déclarations issues des conférences de printemps ont montré qu'il y avait des points de convergence forts sur les analyses et les propositions entre des organisations très diverses⁹. Cependant les limites du processus apparaissent clairement. Il influence assez peu la vie des organisations qui y participent, ne touchant que certains de ses responsables. Il n'a pas été possible jusqu'ici de réellement fixer des priorités d'action. Ainsi la déclaration finale de la conférence de mars 2012 ne fait que recenser les mobilisations déjà prévues. Il a donc été impossible de construire un moment de mobilisation commune à tous les participants. Si le travail en commun entre les organisations participantes peut être considéré comme une avancée par rapport à ce qui se faisait dans le cadre des forums sociaux, la JSC n'a pas encore réussi à tenir les objectifs qu'elle s'était elle-même fixés : adopter son propre agenda, ses priorités politiques et ses perspectives de mobilisation.

La conscience de ces limites a amené la JSC à discuter du lancement d'un processus d'élargissement, l'*Altersummit*¹⁰.

L'Altersummit, un objet encore non identifié ?

L'appel à un sommet alternatif a été lancé lors de la conférence de la JSC de mars 2012. Cet appel se conclut par : « *Les alternatives existent. Ce qui manque aujourd'hui, c'est un rapport de forces pour concrétiser ces alternatives et imaginer les processus politiques à mettre en œuvre pour remettre le projet européen sur la voie de la démocratie et du progrès social et écologique. Le sommet alternatif auquel nous appelons sera une première étape en vue d'atteindre ces objectifs.* » Plus d'une centaine de mouvements divers issus de plus de 20 pays ont signé cet appel. Le mouvement syndical y est assez présent avec côté français, la CGT, la FSU et

8. Il faut distinguer, de fait, deux périodes. La CES a été assez présente au début du processus avec Maria Helena André, qui en était alors la secrétaire générale adjointe et Philippe Pochet, directeur général de l'institut syndical européen (ETUI). Maria Helena André est devenue ministre du Travail en 2009 dans le gouvernement Socrates qui mènera une politique d'austérité drastique au Portugal. Suite à ce départ imprévu, la CES, arguant de difficultés d'organisation de son secrétariat, a réduit fortement sa présence.

9. Un bémol toutefois à cette affirmation : la CGT n'a pas mis la déclaration finale de la conférence de mars 2012 sur son site, faisant état de désaccords.

10. <http://www.altersummit.eu/>

l'Union syndicale Solidaires et au niveau européen, outre la CES en tant que telle, on peut noter celles des Commissions ouvrières (CCOO d'Espagne), de la CGIL (Italie), de la CGTP (Portugal), de la FGTB et de la CSC (Belgique), du MSZOSZ (Hongrie), de ELA (Pays Basque). À noter aussi l'intégration de mouvements féministes (Marche mondiale des femmes, Féministes pour une autre Europe-FAE,...)

L'objectif de l'Altersummit, qui a été officiellement lancé en novembre 2012 lors de Florence 10 + 10, rassemblement organisé dix ans après le premier forum social européen à Florence, se veut d'ordre stratégique : participer à la création des rapports de forces nécessaires pour réorienter la construction européenne. Il s'agit, comme pour le FSE, à la fois d'un événement – l'Altersummit lui-même aura lieu à Athènes les 8 et 9 juin 2013 – et d'un processus appuyé sur un réseau. Ce réseau travaille non seulement à l'organisation de l'événement, mais aussi à créer les conditions pour qu'il débouche sur de nouvelles perspectives. Un « Mémoire des peuples » est en cours de rédaction, par référence au Mémoire imposé à la Grèce par la Troïka (Banque centrale et Commission européennes, Fonds monétaire international) qui cible les « revendications communes et urgentes pour une Europe démocratique, sociale, écologiste et féministe ». Ce texte devrait être présenté à Athènes et constituer une « base programmatique » pour le mouvement social européen. Ce serait un pas en avant considérable par rapport aux forums sociaux qui avaient été toujours incapables de se doter de la moindre plate-forme.

La question de la place des partis politiques a été largement discutée. Alors que les forums sociaux se veulent des rencontres de la société civile, excluant les partis politiques¹¹, l'Altersummit enregistre une évolution notable sur ce point. Sa plaquette de présentation indique : « *Nous appelons les personnalités politiques à nous soutenir (sans toutefois accepter qu'elles nous représentent), mais nous n'acceptons pas les partis politiques en tant que tels dans le réseau.* ». La formulation relève d'un compromis entre ceux qui plaident pour que l'Altersummit permette une convergence avec les partis politiques, comme par exemple le réseau Transform ! ou la Fondation Copernic, et ceux qui y étaient hostiles, comme par exemple Attac-France ou certains syndicats. Cette évolution a d'abord été rendue possible par la gravité de la situation en Europe, qui rend obsolètes les exclusives et pousse à construire les convergences les plus larges possible. Elle a été permise aussi par l'attitude ouverte du Parti de la gauche

11. Cette exclusion était toute théorique et parfaitement hypocrite au vu, par exemple, du rôle joué par le Parti des travailleurs brésilien dans l'organisation du Forum social mondial de Porto Alegre, de l'invitation faite à certains chefs d'État de s'y exprimer, de l'existence d'un Forum des parlementaires ou de la présence de revues officiellement liées à des partis politiques.

européenne (PGE)¹², qui s'est traduite par la volonté de travailler avec les mouvements sociaux et par un soutien explicite au processus de l'*Altersummit*. Gageons cependant que le débat sur la place des partis politiques n'est pas clos.

Restent des interrogations. Comment enraciner ce processus au niveau national pour qu'il s'articule avec les combats quotidiens ? Comment faire pour que la réunion d'Athènes ne reste pas un événement sans lendemain et qu'elle débouche sur de véritables mobilisations à l'échelle européenne ? Comment élargir ce processus sans lui faire perdre ce qui fait sa spécificité, la volonté de construire des rapports de forces en Europe ? Si on veut éviter que l'*Altersummit* subisse le sort du FSE, c'est à ces questions qu'il faudra répondre.

Alors que les politiques d'austérité sont en train de miner en profondeur les sociétés européennes, il peut représenter un cadre permettant au mouvement social européen d'exister et de construire les mobilisations nécessaires afin de peser sur l'avenir de l'Union. Il s'agit à la fois d'un cadre de convergences et d'alliances : convergences sur les objectifs – c'est ce que le « Mémoire des peuples » veut exprimer – ; alliances car l'*Altersummit* peut être le cadre pour débattre des divergences – identifier ce qui relève de l'incompréhension due à des cultures politiques et à des histoires différentes ou à l'appartenance à des pays disparates – et pour cerner les vrais désaccords pour les dépasser.

12. Le PGE est actuellement présidé par Pierre Laurent.

.....
Document

Le Manifeste. Vers un Mémoire des peuples

(version de travail à la date du 20 mars 2013)

Nos revendications communes et urgentes pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !
 Notre démocratie doit détruire l'austérité... avant que l'austérité ne détruise la démocratie !

Notre but commun : réclamer une véritable démocratie en Europe. Ceci inclut l'égalité, particulièrement entre les femmes et les hommes ; les droits politiques, sociaux et économiques pour toutes et tous et des gouvernements démocratiques qui prennent la responsabilité de protéger leurs citoyens-s.

Nous refusons la dictature des marchés financiers et exigeons que les peuples Européens soient libérés de l'esclavage des dettes et de l'austérité.

I. L'EUROPE EST RICHE :

NON À L'ESCLAVAGE DE LA DETTE !

Nous ne paierons pas leurs dettes !

Les causes de la dette publique sont : des décennies de cadeaux fiscaux aux plus riches ; le renflouement des banques privées ; des intérêts payés indûment aux banques privées ; des faits de corruption et des grands travaux inutiles.

Dans certains pays, il s'agit aussi de dettes privées, résultant d'un endettement des ménages dans l'immobilier avec des politiques de crédit à des conditions usurières de la part des banques privées, combiné avec la hausse de la part du capital au détriment de la part salariale dans le produit intérieur brut – dix points du PIB perdus en trente ans.

Partout en Europe, les dettes privées et publiques asphyxient les peuples, ces dettes ne peuvent pas être remboursées, une partie est d'ailleurs illégitime.

Les droits humains passent avant le service de la dette et les besoins humains avant le profit.

Nous voulons une solution au niveau européen, qui ne stigmatise pas les pays et libère les populations du fardeau de la dette, du chantage des marchés financiers et des programmes antisociaux imposés par la Troïka ou l'Union européenne. Nous encourageons le développement, dans chaque pays, d'audits citoyens de la dette, pour en déterminer la part illégitime.

Revendications communes et urgentes :

1. D'urgence, il faut arrêter de saigner les pays européens les plus endettés en suspendant les remboursements tant que les populations ne sont pas protégées contre la pauvreté grandissante, tant que les services publics ne sont pas renforcés et les droits sociaux consolidés.
2. Pour réduire drastiquement le stock de dettes, il faut dans un premier temps une taxation exceptionnelle sur les grandes fortunes. Pour éviter le réendettement ensuite, il faut une justice fiscale et des salaires corrects (voir plus loin).
3. Les banques centrales européennes doivent prêter directement aux États. Les États et les banques doivent cesser de faire des profits sur les pays en difficulté, en leur faisant payer des taux d'intérêt supérieurs à ceux qu'ils paient eux-mêmes.

II. POUR UNE EUROPE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE : NON À L'AUSTÉRITÉ !

Nous constatons partout en Europe que l'austérité ne marche pas : la diminution des salaires, le démantèlement des services publics, la baisse de la protection sociale conduisent à l'aggravation des dettes, des

déficits et du chômage. Une minorité continue de s'enrichir, alors que déjà 10% de cette population possèdent plus de 60% des richesses. L'austérité est un instrument pour le projet politique néo-libéral qui veut anéantir les droits sociaux.

Nous voulons un renversement complet de ces politiques, nous exigeons un changement de modèle économique basé sur les biens communs écologiques et sociaux :

Revendications communes et urgentes :

1. Il faut arrêter sans délai l'austérité, qui nous enfonce dans la récession. Donc refuser ou annuler les traités et règlements qui imposent l'austérité (Pacte budgétaire, *Six Pack...*).
2. Une justice fiscale avec une taxation à des taux justes et progressifs des fortunes, des profits des entreprises et des transactions financières ; et un renforcement des administrations fiscales pour lutter contre la fraude et les paradis fiscaux.
3. La transition écologique et sociale est la réponse à la crise climatique et environnementale et au chômage massif. L'Europe doit investir dans cette transition et créer des millions d'emplois de qualité dans des activités écologiques et socialement utiles.
4. Renforcer et développer les biens communs sociaux et les services publics, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la petite enfance, du transport, de l'énergie. Ces services font partie de nos biens communs, ils assurent nos droits humains, économiques et sociaux ; ils ne peuvent pas être privatisés.

III. UN REVENU DIGNE POUR TOUTES ET TOUS : NON À LA PRÉCARITÉ ET À LA PAUVRETÉ !

Les politiques néo-libérales ont pour effet : le chômage massif, la baisse des salaires, la dégradation des conditions de travail, les inégalités salariales et professionnelles entre les femmes et les hommes. À la faveur de la crise, ces politiques vont plus loin et s'attaquent au droit du travail, au droit de s'organiser et à la négociation collective. Elles imposent le principe de la compétitivité, instrument de division des travailleuses et des travailleurs et d'augmentation des profits. Elles affaiblissent le niveau et la

qualité de la protection sociale des retraités, des pauvres, des malades et des sans-emploi.

Nous voulons une société donnant à chaque citoyenne et citoyen un emploi et un revenu qui permettent une vie digne.

Revendications communes et urgentes :

1. Restaurer la liberté de négociation et d'action collective, rétablir les conventions collectives annulées par les plans d'austérité.
2. Construire un système de protection sociale européen, avec une harmonisation vers le haut des droits sociaux et économiques.
3. Instaurer un revenu minimum suffisant pour une vie digne, et un salaire minimum fixé dans chaque pays par la loi ou par des conventions collectives.
4. Supprimer les inégalités salariales et professionnelles entre les femmes et les hommes.
5. Partager les emplois avec le droit à un travail convenable pour toutes et tous.

IV. POUR UNE DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE :

LES BANQUES AUX SERVICES DES PEUPLES

L'écroulement du système bancaire privé n'est pas un accident mais la logique même du système où la finance est au service des actionnaires et des spéculateurs, au détriment de l'économie utile. Les gouvernements ont non seulement toléré mais aussi organisé cette logique : En cédant, depuis des décennies, à toutes les exigences des multinationales de la finance : déréglementation frénétique, développement du shadow banking (le fait que les banques effectuent des opérations cachées) et des filiales dans les paradis fiscaux, qui ont conduit à la diffusion de produits financiers toxiques.

Par la privatisation de beaucoup de banques ou caisses d'épargne publiques (ou coopératives), qui étaient jusque-là orientées vers des activités économiques régionales utiles.

En réponse, les gouvernements ont injecté, sur le dos des contribuables, des milliards d'euros pour sauver les banques et leur ont offert des garanties inconditionnelles. La suprématie des barons de la finance s'en trouve confortée.

Nous exigeons que les banques servent l'économie, la société et l'environnement :

les gouvernements et les institutions européennes doivent s'opposer à l'avidité et l'impunité des banquiers.

Revendications communes et urgentes :

1. Des réglementations fortes et responsables qui interdisent aux banques de spéculer avec notre argent.
2. Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires. Si les banques d'affaires se retrouvent en difficulté, la loi doit exercer un contrôle sur leur faillites.
3. Interdire et sanctionner tous les recours aux paradis fiscaux, aux banques comme aux multinationales. Interdire le shadow banking et toutes les pratiques de dissimulation des activités réelles.
4. Donner la *priorité* et encourager les établissements de crédit publics mutualistes et coopératifs.
5. Renégocier les garanties indûment accordées aux banques privées.

Parce que nous sommes des citoyennes et des citoyens, pas des partenaires ni de simples clients,

Parce que nous voulons des gouvernements démocratiques, et pas une « gouvernance » technocratique,

Parce que nous voulons une démocratie réelle où ce sont les citoyennes et les citoyens qui décident et non pas une oligarchie auto-proclamée de dirigeants européens,

Parce que nous ne voulons pas que la prospérité en Europe repose sur l'exploitation du reste du monde, nous demandons de repenser fondamentalement les politiques commerciales de l'Union Européenne,

Parce ce que partout l'austérité aggrave le racisme, le fascisme et le sexisme,

Nous construisons un mouvement unitaire pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !

Pour soutenir et renforcer les luttes des peuples contre cette Europe des inégalités, de l'austérité et de la dette, nous voulons rassembler les forces autour des revendications ci-dessus, par des actions nationales et européennes qui culmineront à l'Altersummit les 7, 8 et 9 juin 2013. ■